Le pouvoir aux travailleurs

11 JANVIER 2020

N° 261

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

Une bourgeoisie repue continuant de faire les poches aux classes pauvres

Éditorial

LE GOUVERNEMENT FAIT TOUJOURS PLUS DE CADEAUX AUX CAPITALISTES TOUT EN PRÔNANT LA PATIENCE AUX TRAVAILEURS. CELA NE PEUT PAS DURER ! Page 3 - 4

GRÈVE À LA POSTE : LES TRAVAILLEURS RÉCLAMENT DES ARRIÉRÉS DE SALAIRE Page 5

UN ENFANT MEURT FAUTE DE CAUTION À PAYER À LA CLINIQUE : UN DRAME DE PLUS CAUSÉ PAR L'INHUMANITÉ D'UN SYSTÈME DOMINÉ PAR L'ARGENT ROI Page 6

FRANC CFA – ECO : UN RAVALEMENT DE FAÇADE Page 15 - 16

SOMMAIRE	PAGES
EDITORIAL :	
- LE GOUVERNEMENT FAIT TOUJOURS PLUS DE CADEAUX AUX CAPITALISTES TOUT EN PRÔNANT LA PATIENCE AUX TRAVAILEURS. CELA NE PEUT PAS DURER !	3 - 4
- GRÈVE À LA POSTE : LES TRAVAILLEURS RÉCLAMENT DES ARRIÉRÉS DE SALAIRE …….	5
- NUTRI : LE PATRON ATTEND LE COUP DE COLÈRE DES TRAVAILLEURS POUR EMBAUCHER ….....	5
- UN ENFANT MEURT FAUTE DE CAUTION À PAYER À LA CLINIQUE : UN DRAME DE PLUS CAUSÉ PAR L'INHUMANITÉ D'UN SYSTÈME DOMINÉ PAR L'ARGENT ROI ……..	6
- MORT DRAMATIQUE D'UN ADOLESCENT DANS LE TRAIN D'ATTERRISSAGE D'UN AVION : QUAND L'ABSENCE DE PERSPECTIVE POUSSE MÊME DES ENFANTS À DES ACTES DÉSESPÉRÉS ……	7
- ÇA REMUE FORT DANS LE MARIGOT ! …….....	8
- MÉFIONS NOUS DE CES PRÉTENDUS INTELLECTUELS QUI AFFIRMENT QU'IL Y A DU BON DANS « L'IVOIRITÉ » ……..	8 - 9
- L'ART DE SOIGNER SA CLIENTÈLE POLITIQUE EN MANGEANT À TOUS LES RATELIERS ….....	9 - 10
- ABOBO : DÉGUERPISSEMENT SCANDALEUX DES PETITS COMMERCANTS	10
- FÊTES DE FIN D'ANNÉE : MÊME S'OFFRIR UN POULET A ÉTÉ DIFFICILE POUR LES FAMILLES À FAIBLES REVENUS …….....	10 - 11
- LUTTE CONTRE LA FRAUDE DE L'EAU, ENCORE UN MOYEN DE RANÇONNER LES GENS …….....	11
- LA GALÈRE DES GENS POUR AVOIR DE L'EAU AU ROBINET……...	11 - 12
- COUVERTURE EN EAU POTABLE : IL Y A LES BELLES STATISTIQUES DU PRÉSIDENT ET LA TRISTE RÉALITÉ ……..	12
- UN SYSTÈME ÉDUCATIF MORIBOND POUR LES PAUVRES ……	13
- ADJAHUI : LES HABITANTS RÉAGISSENT AUX ATTAQUES DE LA CIE ……..	13 - 14
- FRANC CFA – ECO : UN RAVALEMENT DE FAÇADE ……..	15 - 16
- MOYEN-ORIENT : TRUMP L'INCENDIAIRE ……..	16 - 17

Editorial

LE GOUVERNEMENT FAIT TOUJOURS PLUS DE CADEAUX AUX CAPITALISTES TOUT EN PRÔNANT LA PATIENCE AUX TRAVAILEURS. CELA NE PEUT PAS DURER !

L'année écoulée a été une année faste pour les capitalistes opérant en Côte d'Ivoire puisque leurs affaires ont été bonnes et leurs profits toujours plus élevés. Mais du côté des travailleurs, cela a été le contraire. La précarité, les bas salaires, les cadences toujours plus élevées dans les chaines de production et les conditions de travail toujours plus exécrables n'ont fait qu'aggraver leurs conditions d'existence. À cela, il faut ajouter l'augmentation des prix des denrées, la cherté des loyers et des prix du transport.

Du côté de la petite paysannerie et des travailleurs agricoles, l'année écoulée n'a pas été bonne non plus à cause des bas prix d'achat des produits destinés à l'exportation. Ils travaillent toujours plus et gagnent moins.

Tout en prétendant qu'il veut « redistribuer les richesses » du pays à l'ensemble de ses habitants et lutter contre la pauvreté, le gouvernement ne fait que donner toujours plus de cadeaux aux capitalistes. Il vient de dire qu'à partir de ce mois de janvier, il va accorder encore plus de facilités, moins de taxes, moins d'impôts et plus de subventions, soi-disant pour les aider à créer plus d'emplois. Ainsi, les entreprises qui investissent dans la transformation des produits agricoles seront désormais exonérées d'impôt foncier et de la patente pour une durée de cinq ans. De plus, elles bénéficieront de prêts exonérés de la taxe sur les opérations bancaires. Si un capitaliste reprend une entreprise en difficulté, il ne payera pas d'impôts sur les bénéfices. Le gouvernement a aussi décidé d'annuler l'ardoise des entreprises qui ne se sont pas acquittées de leurs taxes et impôts durant les trois dernières années pour peu qu'elles aient demandé un réexamen de leur situation financière.

Les capitalistes bénéficiaient déjà d'un « crédit d'impôt » d'une valeur de 250 000 à 1,5 millions de francs pour chaque contrat à durée indéterminé

(Cdi). Dorénavant, cet avantage sera élargi aux Cdd (contrat à durée déterminée) et même au simple contrat dit d'apprentissage : de 125 000 à 750 000 francs pour les Cdd et de 100 000 à 750 000 francs pour les apprentis. D'autres avantages sont aussi donnés aux entreprises immobilières, aux groupes pharmaceutiques et à certains autres.

Sous le pouvoir de Ouattara comme sous celui de ses prédécesseurs, les capitalistes ont toujours été choyés dans ce pays parce que tous ceux qui ont dirigé ou qui dirigent ce pays sont avant tout des serviteurs de la classe des exploiteurs, eux-mêmes en font partie. Ils ont besoin de l'appareil d'Etat pour maintenir la grande majorité de la population dans la misère et pour permettre ainsi aux capitalistes de s'enrichir davantage.

Tous ces avantages fiscaux et autres sont en réalité de l'argent qui va manquer aux caisses de l'État et qui aurait pu servir à faire fonctionner un peu mieux des services utiles à la population, tels que les hôpitaux et l'enseignement publics, à l'entretien de la voirie, à la création des logements sociaux, à l'amélioration de la vie dans les quartiers insalubres, etc.

Les travailleurs sont considérés comme des esclaves, tout juste bons à produire pour enrichir les exploiteurs et les parasites de la société. Ceux qui détiennent les capitaux et ceux qui sont au pouvoir veulent que nous restions indéfiniment dans notre misère ; ils veulent nous inculquer la patience et l'obéissance, nous faire croire que c'est notre destin d'être pauvres et misérables. Il faut que nous mettions fin à ce mépris et à cette injustice sociale ! C'est nous qui produisons les richesses, qui construisons les logements et les routes, c'est nous qui faisons tout ce qui est utile à la société. Nous avons droit à une vie digne et décente et nous avons la force d'imposer cela à nos exploiteurs. Cette force, c'est notre nombre et notre rôle dans la production des richesses. Seulement, elle ne sera vraiment une force agissante et transformatrice que si nous en prenions conscience, c'est-à-dire que nous nous organisions pour renverser ce système économique profondément injuste et inhumain.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

GRÈVE À LA POSTE : LES TRAVAILLEURS RÉCLAMENT DES ARRIÉRÉS DE SALAIRE

Les agents de la poste ont observé récemment une grève de deux jours pour réclamer le paiement immédiat des arriérés de salaire, le paiement du rappel de la revalorisation de leur salaire à hauteur de 9% décidée depuis 2015 ainsi que de meilleures conditions de travail.

En effet, depuis trois mois ces travailleurs sont restés sans salaire alors qu'ils continuaient de venir au travail. À plusieurs reprises, ils ont tenté d'obtenir leurs salaires par la manière douce de la négociation avec leur direction. Mais tant que ce n'étaient que des négociations la direction faisait mine d'ignorer leurs revendications. Un préavis de grève a même été déposé, mais là aussi ils n'ont rien obtenu.

Face à tout ce mépris affiché de la part de la direction, les travailleurs ont décidé de passer à la vitesse supérieure en faisant grève. Ils ont aussi manifesté bruyamment devant leur direction au Plateau.

Devant tout l'écho que donnait ce mouvement des travailleurs, la direction a dû reculer en promettant le paiement des arriérés dans un bref délai.

Cependant, rien n'est encore acquis car l'administration peut encore sortir un mauvais coup. Mais les travailleurs connaissent maintenant que la grève est l'arme que les autorités redoutent.

NUTRI : LE PATRON ATTEND LE COUP DE COLÈRE DES TRAVAILLEURS POUR EMBAUCHER

Depuis plusieurs mois, les travailleurs sont mobilisés autour de l'embauche de ceux parmi eux qui ont plus de deux ans d'ancienneté et qui continuent d'avoir un statut de journalier. Ils sont plus de 300 à être concernés par cette situation. Certains ont 10 ans voire 15 ans d'ancienneté mais continuent d'être considérés comme journaliers.

Au mois d'octobre 2019, la tension était montée d'un cran et l'usine était au bord de la grève. Le patron, sentant la menace que faisait planer une grève, s'était engagé à régulariser au plus tard fin novembre la situation d'une centaine d'entre eux, parmi les plus anciens.

Jusqu'à présent, force est de constater que le patron ne s'est pas encore exécuté. Les travailleurs ont le sentiment de s'être fait mener en bateau par ce dernier mais face à toute la duplicité affichée de leur patron, ils sont en train de se remobiliser car ils savent que c'est le seul moyen de se faire respecter et de faire reculer la direction.

L E U R S O C I E T E

UN ENFANT MEURT FAUTE DE CAUTION À PAYER À LA CLINIQUE : UN DRAME DE PLUS CAUSÉ PAR L'INHUMANITÉ D'UN SYSTÈME DOMINÉ PAR L'ARGENT ROI

Le 4 janvier, une fillette âgée de 11 mois gravement malade a été transportée en urgence à la clinique du Grand Centre située à Yopougon Niangon (Cité CIE). On a refusé de la recevoir avant le versement d'une caution d'un million de francs, mais les parents de condition modeste n'avaient pas sur eux cette somme. Devant l'urgence, ils ont supplié vainement le service médical de cette clinique de commencer tout de même les soins en attendant de réunir cette somme auprès de leurs proches. Les portes de cette clinique leur sont restées fermées. Ce refus a été fatal pour l'enfant puisque peu de temps après elle est décèdée. C'est un crime et c'est révoltant !

De nombreuses personnes outrées par l'inhumanité des responsables de cette clinique ont relayé l'information auprès de leur connaissance et c'est ainsi qu'en un rien de temps, ce drame a fait le tour des réseaux sociaux. Apparemment c'est arrivé jusqu'à l'oreille du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique puisqu'il a fini par faire semblant de s'en préoccuper. De peur que cette indignation massive se transforme en une véritable flambée de colère, il a décidé de sanctionner la clinique sous forme de « suspension provisoire » de ses activités pour un délai d'un mois tout en l'autorisant à continuer à s'occuper de ceux qui ont été hospitalisés avant ce drame.

La presse gouvernementale s'est empressée de qualifier cette décision de « courageuse et responsable ». Mais qu'est-ce qu'il y a de courageux dans cette soi-disant sanction puisque les responsables de ce crime resteront en liberté et continueront de refuser les malades qui ne pourront pas payer une caution aussi exorbitante ?

Ce genre de pratique criminelle n'est pas propre aux cliniques privées puisque les hôpitaux publics agissent pareillement. Par conséquent, c'est l'État lui-même qui agit comme un criminel envers tous ceux qui n'ont pas les moyens financiers d'accéder aux soins.

L E U R S O C I E T E

MORT DRAMATIQUE D'UN ADOLESCENT DANS LE TRAIN D'ATTERRISSAGE D'UN AVION : QUAND L'ABSENCE DE PERSPECTIVE POUSSE MÊME DES ENFANTS À DES ACTES DÉSESPÉRÉS

Le mercredi 8 janvier au matin, le corps d'un gamin a été découvert à Paris dans l'espace conçu pour le train d'atterrissage d'un avion d'Air France en provenance d'Abidjan. Il n'a pas fallu longtemps pour qu'il soit identifié. Son absence avait été signalée par ses parents et des affichettes d'avis de recherche ont été confectionnées à cet effet.

Comment ce gamin de 14 ans a pu se retrouver passager clandestin dans un avion à l'aéroport de Port-Bouet à plus de 30 km de chez lui ? Qu'est-ce qui a germé dans sa tête pour le pousser à un tel acte ? Ce qu'on sait de lui c'est qu'il était élève en classe de 4ème dans un établissement scolaire de Yopougon où il résidait avec sa famille. Il y a 115 élèves dans sa classe et ils s'asseyent à 4 sur des table-bancs prévus pour 2, malgré la double vacation. Est-ce l'envie de sortir de cette vie de misère sans espoir qui l'a poussé à prendre cette décision ?

Ce qui est sûr c'est que la misère, le désespoir et le manque de perspective dans nos pays poussent des dizaines de milliers de personnes à fuir chaque année vers de meilleurs horizons. Les traversées du désert puis de la méditerranée font une hécatombe parmi les candidats à la migration vers l'Europe mais malgré ces risques, malgré le fait qu'il faut engager de fortes sommes pour payer les passeurs, il y a toujours de nombreux candidats au départ. Ce gamin pensait certainement avoir trouvé un moyen peu couteux pour aller en Europe, mais il ignorait qu'il se condamnait ainsi à une mort certaine par le froid ou par asphyxie.

Ce drame est le prétexte tout trouvé par les autorités ivoiriennes pour déguerpir les populations résidant aux alentours de l'aéroport. Mais elles auront beau mettre des barbelés, des caméras et des gardes armées autour de l'aéroport pour éloigner les habitants, ce n'est pas cela qui changera quoi que ce soit. C'est la misère qui pousse les gens de partir loin en Europe ou ailleurs pour survivre et pour envoyer un peu d'aide à leurs parents plongés dans la misère quotidienne. C'est cette situation qu'il faut changer.

L'Etat ivoirien, loin de combattre la misère, ne fait que l'aggraver car toute sa politique consiste servir les intérêts de la classe des exploiteurs et des affameurs du peuple.

L E U R S O C I E T E

ÇA REMUE FORT DANS LE MARIGOT !

Le 23 décembre passé s'est joué un nouveau feuilleton de la politique ivoirienne. Après 6 mois passés hors de la Côte d'Ivoire, Guillaume Soro a tenté un retour au pays. Le régime d'Abidjan a mis en place un fort comité d'accueil de plus de 800 policiers et gendarmes pour le dissuader de rentrer. Il a donc fini par dérouter son vol vers le Ghana et est retourné en Europe ; il a demandé l'exil politique en France. Entre-temps un mandat d'arrêt international a été émis contre lui par les autorités ivoiriennes pour « détournement de deniers publics et tentative de déstabilisation de l'autorité de l'État ». Plus de 15 dirigeants et animateurs de mouvements qui lui sont proches ont été mis aux arrêts pour « trouble à l'ordre publique et complicité ».

Il y a moins d'un an, Guillaume Soro était le président de l'Assemblée nationale ; il a été contraint de « libérer le tabouret » du perchoir car il n'était plus en odeur de sainteté auprès du pouvoir. Il a alors endossé des habits d'opposant à Ouattara qu'il a pourtant activement aidé à mettre en place il y a environ dix ans. Dès sa démission, il a fait une tournée de campagne dans le nord du pays et a annoncé vaguement son intention de se présenter à l'élection présidentielle d'octobre 2020. Pendant son séjour européen où il a animé des rencontres avec des ivoiriens de la diaspora, il n'a eu de cesse d'envoyer des pics au pouvoir en place.

Cela n'a pas été du goût des hommes fort d'Abidjan, surtout que Soro leur dispute la même base électorale, le nord du pays. Pour le moment ils ont décidé de le tenir hors du pays avec la menace d'un mandat d'arrêt et de décapiter son mouvement par des arrestations et la traque de ses partisans.

À quelques mois des élections présidentielles, les antagonismes entre potentiels candidats font planer des risques de nouvelles crises et font renaitre la psychose de 1999 et de 2010 au sein de la population.

MÉFIONS NOUS DE CES PRÉTENDUS INTELLECTUELS QUI AFFIRMENT QU'IL Y A DU BON DANS « L'IVOIRITÉ »

Quelques intellectuels présentés comme des sommités de l'intelligentsia ivoirienne se sont réunis le 19 décembre dernier au Plateau, dans le cadre d'un Forum international organisé par le journal Fraternité Matin. Ils ont échangé leurs points de vue sur le thème de « l'ivoirité ». Il y avait parmi eux trois « philosophes », un historien et un journaliste-écrivain. Hélas, le débat, si l'on en juge par le compte rendu livré dans les colonnes du journal Fraternité Matin, n'honore pas ceux qui prétendent éclairer l'opinion publique.

L E U R S O C I E T E

Après tout ce que l'on sait des conséquences meurtrières de cette idéologie nationaliste, certains ont eu le culot de défendre l'idée que tout n'est pas à rejeter dans le concept de l'ivoirité et qu'il contiendrait des choses « positives et respectables », notamment dans sa «conception culturelle » mais que c'est l'utilisation faite par des politiciens qui l'a fait dériver sur le terrain de la xénophobie ; notamment par Bédié lors de la campagne électorale de l'élection présidentielle de 1995.

Un des intervenants a même trouvé que « l'ivoirité est salutaire dans la mesure où elle traduit une volonté de construction de l'identité ivoirienne, [….] véhicule d'un panafricanisme éclairé … ». Un autre est allé dans le même sens en ajoutant que « si nous avons peur de promouvoir ce que nous avons de spécifique [à savoir, notre ivoirité], nous serons broyés ».

Comme quoi, l'ivoirité a encore de beaux jours devant nous, notamment en cette période électorale et que les travailleurs devront se méfier comme de la peste de tous ceux qui veulent continuer de propager le poison de la xénophobie et du nationalisme. Ces idées nauséabondes ne feront qu'augmenter la division dans le camp des travailleurs et par conséquent, les affaiblir davantage. La véritable question n'est pas de savoir qui est « vraiment ivoirien » et qui ne l'est pas mais de chercher les moyens de s'organiser entre travailleurs sans aucune distinction de nationalité, d'origine, d'ethnie ou de religion pour améliorer ensemble nos conditions d'existence face à nos exploiteurs capitalistes et à leurs serviteurs qui sont au pouvoir.

L'ART DE SOIGNER SA CLIENTÈLE POLITIQUE EN MANGEANT À TOUS LES RATELIERS

En ce début d'année électorale, Ouattara multiplie les cadeaux et les salamalecs en direction des roitelets, princes traditionnels et dignitaires religieux de tous bords. Mais comme ils sont nombreux et éparpillés aux quatre coins du pays, il ne peut pas les rencontrer tous. Alors, il envoie ses émissaires, en l'occurrence, son Vice-président, son Premier ministre et ses ministres pour faire la tournée. C'est ainsi Kablan Duncan (Vice-président), accompagné d'une ribambelle de ministres, de hauts dignitaires de l'Etat et de directeurs de tous genres, s'est rendu à Bonoua pour être le témoin de l'intronisation du « 22ème roi des Abouré Ehivé ». À titre d'exemple, Simone Gbagbo a fait aussi partie du cortège des invités d'honneur.

L E U R S O C I E T E

Quant à Amadou Gon (Premier ministre), il a fait le déplacement à Bondoukou chez le « roi des Bron ». En échange de ce geste d'amabilité, il a été fait « prince du royaume Bron » ; après quoi il a rendu une visite de courtoisie au grand imam ainsi qu'à l'évêque de la région. Ainsi, il n'y aura pas de jaloux et tous ces dignitaires parmi les plus réactionnaires utiliseront de leur influence auprès des populations villageoises pour les inviter à voter en faveur du candidat choisi par le pouvoir, en l'occurrence Ouattara s'il se représente, ou pour celui qu'il aura désigné comme successeur.

ABOBO : DÉGUERPISSEMENT SCANDALEUX DES PETITS COMMERCANTS

La période de fête de fin d'année n'a pas été de tout sourire pour les petits commerçants installés sur les trottoirs à Abobo. Une vaste opération de déguerpissement avec une méthode plus que choquante. C'est la nuit à 2 heures du matin que les équipes de déguerpissement, comme des voleurs, se pointent. Ils sont encagoulés pour certains, masqués pour d'autres, pour éviter qu'on les reconnaisse, car conscient du sale boulot qu'ils vont accomplir. Sans prévenir qui que ce soit, ils rentrent en action avec des pelleteuses rasant étals et conteneurs. Les marchandises retrouvées sont embarquées sans autre forme de procès.

Le matin c'est avec stupeur que les petits commerçants de retour sur leur lieu de travail, découvrent les destructions. Certains ne sachant à quel saint se vouer, fondent en larmes. Ceux qui n'ont pas encore été touchés par l'opération, au vu de ce qui s'est passé, s'empressent de démanteler eux même leurs étals et récupèrent leur affaires pour ne pas subir le même sort que les autres.

Voilà comment ces autorités qui prétendent à tout vent lutter contre la pauvreté et faire du social traitent les petites gens.

FÊTES DE FIN D'ANNÉE : MÊME S'OFFRIR UN POULET A ÉTÉ DIFFICILE POUR LES FAMILLES À FAIBLES REVENUS

Pendant les fêtes de fin d'année les prix de poulets sont généralement en hausse. Cette année, des poulets qui coutaient 2500f sont passés à 3.000f, ceux de 3500f à 4.000f, etc.

L E U R S O C I E T E

La raison serait que la demande de poulets est forte surtout pendant les fêtes de fin d'année. Les grands éleveurs qui sont les mêmes qui produisent les œufs et les poussins le savent bien et ils en profitent pour augmenter leur marge. Pour cette année par exemple à quelques mois de la fête, les poussins ont manqué. Les petits éleveurs n'ont pu avoir le nombre de poussins souhaités pour soutenir le marché. En agissant ainsi ces grands acteurs de la production de volailles contrôlent très majoritairement le marché de poulets pendant ces périodes de fêtes et définissent tranquillement les prix sans être inquiétés. Ainsi un poulet que le détaillant achèterait en temps normal à moins de 3000f (prix en gros), est passé à plus de 3000f et ce prix a grimpé au fur et à mesure qu'on s'approchait de la fête.

Le petit détaillant doit ajouter à son prix de vente : le transport, la nourriture, l'eau, l'électricité, les frais d'enclos et de gardiennage, les médicaments, etc. ; en plus de cela il y a des agents de la police municipale, les chefs "gnambro" ou gros bras du coin qui passent les rançonner sans compter les morts avant-vente. Ainsi le poulet qui aurait coûté 3500f passe à 4.000f.

Pour un riche, une augmentation de 500f sur un poulet est insignifiante. Par contre pour les personnes à faibles revenus, il devient du coup très difficile de s'en procurer.

LUTTE CONTRE LA FRAUDE DE L'EAU, ENCORE UN MOYEN DE RANÇONNER LES GENS

Des agents de la SODECI (Société de Distribution d'Eau de Côte d'Ivoire) accompagnés pas des forces de l'ordre, arrêtent des vendeurs d'eau au robinet ainsi que des acheteurs dans le cadre de ce qu'ils appellent « la fraude de l'eau ». Des personnes ayant un robinet sans compteur d'eau, sont également arrêtées. Ils sont accusés d'être les responsables des coupures d'eau dans les foyers.

Les personnes qui ont pris cette décision se moquent de ce que vivent les populations et cherchent des boucs émissaires pour masquer leur propre responsabilité dans leur incapacité à répondre aux besoins de la population en matière d'eau courante.

LA GALÈRE DES GENS POUR AVOIR DE L'EAU AU ROBINET

Des personnes déboursent des dizaines de milliers de francs CFA pour se procurer un compteur d'eau et bien vrai que la promotion de compteurs d'eau dans les bas-quartiers a démarré dans certains endroits, mais le problème d'eau n'est pas résolu. Les gros tuyaux sur lesquels se font les branchements de compteurs restent parfois loin des habitations. Une fois le compteur posé, il faut acheter des petits tuyaux pour relier la maison au réseau de la Sodéci.

Certains sont obligés d'utiliser des surpresseurs. Malgré cela, il reste difficile pour elles d'avoir suffisamment d'eau au robinet. Très souvent après le boulot ou l'école, il faut veiller jusqu'à des heures tardives pour espérer avoir un peu d'eau. Parfois certains habitants peuvent rester des semaines et même des mois sans qu'une goutte d'eau tombe des robinets.

Dans ces conditions, ce sont des particuliers qui fournissent l'eau aux populations par la vente parallèle ou à l'aide de forages ou de puits munis de motopompes comme on le voit maintenant dans plusieurs quartiers précaires à Abidjan, malgré les risques de contamination. 20L d'eau coûtent 50f ; le m³ (mètre cube) est entre 2500f ou 3000f. Pour les familles d'environ 10 membres c'est au moins 1m³ d'eau qu'il faut pour deux jours. Dans le mois ce n'est pas moins de 37500f qui sont engloutis uniquement dans l'achat d'eau. Alors qu'on serait à 4500f avec la SODECI. Soit un manque à gagner de 33.000f chaque mois sans compter le transport du point de vente à la maison. C'est un prix très élevé pour la petite bourse des familles de conditions modestes. Si malgré cela des populations continuent de se procurer de l'eau auprès des particuliers c'est bien parce que l'État ne leur propose pas mieux. Mais ne dit-on pas qu'"au royaume des aveugles les borgnes sont rois" ? Si quelqu'un devrait être arrêté, ça ne devrait sans doute pas être la population ou les particuliers.

Vouloir interdire la vente ou la production d'eau parallèle dans une telle situation, serait donner une occasion de plus aux forces dites de l'ordre et de sécurité de rançonner une fois de plus des populations comme c'est le cas aujourd'hui avec l'électricité.

COUVERTURE EN EAU POTABLE : IL Y A LES BELLES STATISTIQUES DU PRÉSIDENT ET LA TRISTE RÉALITÉ

Dans ses vœux de nouvel an, Ouattara s'est félicité d'avoir couvert à plus de 80% le pays en eau potable. À l'entendre on croirait que les campements, les petits villages, la plupart des gros villages de plus de 2000 âmes bénéficient de l'eau courante. En tout cas dans les quartiers précaires d'Abidjan et dans des villes de l'intérieur et dans bien d'autres endroits où habite la majeure partie des populations, les gens continuent de puiser l'eau au puits ou dans des forages à risques du fait de leur proximité avec des eaux de ruissellement et des fosses septiques. De plus, ils ne disposent pas de traitements adéquats. Le risque de contamination était moindre il y a quelques années du fait que les habitations étaient moins concentrées mais aujourd'hui cela devient dangereux.

Le président peut toujours nous gaver des statistiques épatantes mais la réalité est toute autre.

L E U R S O C I E T E

UN SYSTÈME ÉDUCATIF MORIBOND POUR LES PAUVRES

Chaque année à l'approche des congés scolaires, les élèves manifestent un peu partout dans le pays pour partir un peu plus tôt. Cette année-ci, le 11 décembre dernier, ils ont vu trois des leurs tués par des balles policières. À entendre la ministre en charge du système éducatif, les élèves seraient devenus trop bandits. Une loi a été votée pour punir ceux qui seront pris dans de telles manifestations.

Loin de tout ce que racontent nos autorités, la réalité est que le système éducatif ne répond plus aux attentes. Les élèves se comptent par centaines dans les salles de classes là où il devrait en avoir une trentaine. Presque partout c'est la double vacation. Il y a un manque cruel d'enseignants réellement formés dans les lycées et collèges. En tout, c'est un enseignement au rabais que reçoivent les élèves et un cadre non attirant que l'État leur offre. Il n'existe quasiment plus de bibliothèques dans nos lycées et collèges et même au supérieur. Les bourses trimestrielles et d'études, les activités sportives, les clubs de génies en herbe, les concours de mathématiques, de littérature qui sont de nature à enthousiasmer les élèves n'existent quasiment plus. Aussi les grands frères qui ont pu avoir des diplômes sont majoritairement au chômage. Même quand il veut apprendre, rien ne motive aujourd'hui l'enfant à aller dans les établissements publics ou semi-privés. Pour lui, c'est une perte de temps inutile. Quoi d'étonnant alors !

Ce ne sont pas les élèves qui sont en cause, mais l'irresponsabilité de l'État en matière d'éducation pour les enfants de classes pauvres.

ADJAHUI : LES HABITANTS RÉAGISSENT AUX ATTAQUES DE LA CIE

Dans la matinée du 3 décembre, les agents de la CIE accompagnés de gendarmes dans le cadre de la lutte contre la fraude sur l'électricité, ont débarqué très tôt dans le village d'Adjahui, dans la commune de Port Bouet.

Cette lutte contre la fraude consiste à débarquer entre 2h et 4h du matin dans un quartier et arrêter les personnes qui ont de l'électricité chez eux sans avoir un compteur de la CIE. Une fois au poste de gendarmerie, les mis en cause doivent payer des amendes pour être libérés ou sont condamnés à des mois de prison. Les populations n'acceptent pas ce racket qui ne dit pas son nom. Et c'est par crainte des réactions des habitants que les agents de la CIE se font toujours accompagner par des corps habillés en arme.

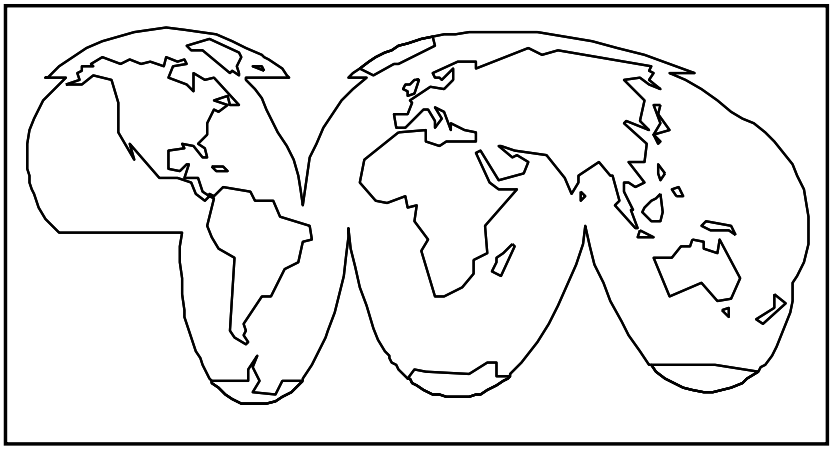
L E U R S O C I E T E

Mais cette nuit du 3 décembre, la présence des gendarmes n'a pas été en mesure de dissuader les habitants d'en découdre. Ils se sont opposés à l'embarquement des personnes arrêtées. Face à l'hostilité des villageois, les gendarmes ont usé de leurs armes pour couvrir leur fuite, blessant au passage des personnes par balles. Les agents de la CIE et les gendarmes ont pu prendre la fuite en abandonnant sur place leurs véhicules. La foule en colère y a mis le feu.

Plus tard dans la journée, le quartier a été occupé par un renfort de corps habillés. Ils ont procédé à des rafles et des arrestations pour faire payer aux populations leur déconvenue de la matinée.

Maintenant chacun sait au moins à quoi s'en tenir. La CIE pour entreprendre une nouvelle action dans le quartier, devra y réfléchir par deux fois.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

FRANC CFA – ECO : UN RAVALEMENT DE FAÇADE

Lors de son récent voyage en Côte d'Ivoire, le président français a donné le feu vert à ses sous fifres de la zone CFA de l'Afrique de l'Ouest pour que le franc CFA prenne désormais le nom de ECO. Cela se fera, a-t-il dit au courant de cette année. Il a déclaré que son intention était de « rompre les amarres » qui lient le CFA avec l'ancienne puissance coloniale et d' « écrire une page nouvelle de notre histoire commune qui mettra fin aux oripeaux du passé et aux malentendus …».

Cette décision a été qualifiée, d' « historique » par nombre de dirigeants africains et aussi par une grande partie de la presse officielle africaine. Macron leur a dit que l'Etat français ne désignera plus ses représentants dans les instances dirigeantes de la banque centrale qui administre le CFA de l'Afrique de l'Ouest.

L'autre changement annoncé par Macron est que les Etats ouest-africains ne seront plus obligés de déposer une partie de leur réserve de change auprès de la Banque de France à titre de garantie mais que l'Etat français continuera tout de même de garantir la parité de l'ECO par rapport à 'Euro sans toutefois dire par quel biais il le fera. Mais pour ce qui concerne les pays de la zone CFA de l'Afrique centrale, rien ne changera, même pas le nom de leur monnaie.

Le projet de changer le nom du franc Cfa, symboliquement trop chargé de son passé colonial, date d'une trentaine d'années. Il avait même était un temps question de le remplacer par l'Eco dès décembre 2009, puis la date a été reportée à janvier 2015, puis une nouvelle fois reportée. Entre temps, le nom de Cfa a été de plus en plus décrié par l'opinion publique africaine, y compris par certains chefs d'Etats africains, par des banquiers et hommes d'affaires et plus particulièrement dans le milieu des étudiants et des diplômés.

Tout un courant nationaliste a fait de cette question son cheval de bataille. Il a fait croire que le fait d'avoir une monnaie nationale souveraine était la clé du développement et de l'épanouissement des populations africaines. Mais il n'a pas dit pourquoi les pays qui ont rompu de longue date le lien avec le Cfa, à commencer par la Guinée de Sékou Touré, du Mali de Modibo Keita (qui est par la suite revenu dans le giron du Cfa sous Moussa Traoré), de la Mauritanie ou de Madagascar, ne sont pas aujourd'hui mieux lotis que ceux qui n'ont pas rompu.

En vérité, la création d'une monnaie nationale n'est en rien synonyme de développement économique et encore moins d'un progrès social pour les classes défavorisées. Pour les travailleurs, pour les petits paysans et pour la grande majorité de la population, ce qui est fondamentale ce n'est pas le nom ni la prétendue « souveraineté » de la monnaie qu'ils auront entre les mains pour acheter de quoi manger, se loger, se soigner et éduquer leurs progénitures mais de savoir comment sortir de la misère qui les frappe, que faire quand leurs maigres revenus sont rognés par l'augmentation incessante du coût de la vie.

Les nationalistes veulent masquer aux travailleurs et à l'ensemble des populations pauvres que dans un pays, il y a des exploités et des exploiteurs et que leurs intérêts sont diamétralement opposés. Dans cette société capitaliste, les riches deviennent toujours plus riches tandis que la grande majorité s'enfonce toujours plus dans la misère et dans la détresse.

Les travailleurs n'ont aucun intérêt à se laisser berner par les discours démagogiques des nationalistes sur les prétendus retombés d'un développement économique hypothétique. C'est une utopie dans ce monde dominé par les grandes puissances dont les trusts pillent les richesses aux quatre coins de la planète. La seule chose qui pourra véritablement changer le sort des exploités c'est leur capacité de s'organiser et de lutter ensemble contre la cause véritable de leur misère, c'est-à-dire le système capitaliste.

Macron va peut-être lâcher quelques concessions symboliques à ce milieu nationalistes mais cela ne changera pas grand-chose aux liens étroits entre l'impérialisme français et ces anciennes colonies. La monnaie est un de ces liens mais il y en bien d'autres, autrement plus puissants.

MOYEN-ORIENT : TRUMP L'INCENDIAIRE

(Nous reproduisons ci-dessous un article que nos camarades de Lutte Ouvrière ont publié le 7 janvier dans leur journal hebdomadaire du même nom en France.)

L'assassinat du général iranien Ghassem Soleimani par un drone de l'armée américaine, le 3 janvier, a été un coup de tonnerre. Le président des États-Unis Donald Trump, qui l'a commandité, continue de jouer avec le feu au milieu de l'énorme poudrière qu'est la région du Moyen-Orient.

Une des premières conséquences de cet acte a été de faire de ce général un nouveau martyr pour le régime iranien. En novembre, cette dictature avait dû faire face à des émeutes contre la vie chère et la misère, et les forces militaires, dont Soleimani était un des plus hauts responsables, et les pasdarans (les gardiens de la révolution islamique) avaient été la colonne vertébrale d'une répression extrêmement brutale qui avait fait plusieurs centaines de morts. Aujourd'hui, la dictature iranienne peut utiliser la mort de Soleimani pour se renforcer et organiser des processions en son honneur, rassemblant des foules très importantes.

Car le coup de Trump est une véritable provocation. Soleimani était une figure importante du régime iranien. Justement parce que son élimination pouvait signifier un acte de guerre évident, il se sentait dans une certaine position d'invulnérabilité, au point de ne pas spécialement chercher à cacher le détail de ses déplacements aux yeux de l'armée américaine.

Cet acte de guerre accule encore plus le régime iranien. Depuis que les États-Unis ont décidé d'accroître leur pression économique et politique contre l'Iran, le pays est en train d'étouffer. Le blocus économique extrêmement sévère a fait s'effondrer la production. Le PIB (produit intérieur brut) a reculé de 5 % en 2018 et de presque 10 % en 2019. La production pétrolière a été divisée par deux. Le

chômage a explosé. Son taux officiel est aujourd'hui de 17 %. La hausse des prix a été de 35 % l'année dernière, après avoir déjà été de 30 % l'année précédente. Le recul économique est tel que le budget de l'État iranien pour l'année à venir est retombé à des niveaux jamais atteints depuis plus de trente ans et la période de la guerre Iran-Irak. En fait, les émeutes de novembre dernier n'étaient que la conséquence logique de cet effondrement catastrophique du niveau de vie de la population.

Comment le régime iranien répondra-t-il à la provocation américaine, et que compte faire désormais le gouvernement des États-Unis ? Si escalade militaire il y a, elle aura des répercussions mondiales. Même les marchés financiers internationaux s'en sont inquiétés. Une première onde de choc financière a d'ailleurs fait chuter les cours de plusieurs Bourses mondiales et fait grimper les prix du pétrole.

La situation est explosive dans tout le Moyen-Orient. Les rivalités entre les différentes puissances régionales s'aiguisent : entre l'Iran et l'Arabie saoudite, la Turquie et Israël, autant d'États qui sont sur le pied de guerre ou déjà carrément en guerre, qui interviennent directement ou indirectement en Syrie et en Irak. L'Arabie saoudite mène sa guerre au Yémen, l'armée turque vient de s'installer au nord de la Syrie et a même commencé à intervenir en Libye. Il ne manque pas grand-chose pour qu'une guerre généralisée embrase toute cette région.

Le rôle de premier fauteur de guerre revient aux États-Unis, dont l'intervention militaire contre Saddam Hussein en 2003 a complètement déstabilisé le Moyen-Orient, et qui veulent contrôler cette région stratégique. Les dirigeants américains n'ont jamais non plus abandonné l'idée d'abattre le régime iranien mis en place en 1979. Car ce régime, issu d'une révolution étranglée par le parti religieux de l'ayatollah Khomeini, dont les dirigeants actuels sont les héritiers, a toujours voulu maintenir son indépendance et sa liberté d'action face à l'impérialisme américain. Pour rappeler qu'il veut lui faire payer ce passé, Trump a déclaré justement qu'il pourrait attaquer 52 sites iraniens, en référence aux 52 Américains de l'ambassade des États-Unis à Téhéran qui avaient été pris en otages pendant plusieurs mois en 1979.

Un cap guerrier a été franchi. Et même si ni les États-Unis ni l'Iran n'ont intérêt à l'escalade militaire, tout en est place pour qu'elle puisse avoir lieu. Ce n'est pas le Moyen-Orient seul qui est au bord du gouffre. Par le jeu des rivalités et des alliances entre les grandes puissances et leurs alliés, et surtout parce que le monde capitaliste est en plein pourrissement et engendre partout des tensions guerrières, en Orient comme en Occident, l'assassinat de Ghassem Soleimani à Bagdad le 3 janvier pourrait avoir des conséquences terribles à l'échelle mondiale.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
-favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.